



Assemblée générale

Distr. générale
28 décembre 2011
Français
Original : espagnol

Soixante-sixième session

Points 134 et 76 a) et de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

Les océans et le droit de la mer : les océans
et le droit de la mer

Les océans et le droit de la mer

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/66/L.21

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Noel **González Segura** (Mexique)

1. À ses 23^e et 25^e séances, le 16 et le 23 décembre 2011, la Cinquième Commission a examiné, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/66/12) concernant les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/66/L.21. À la 23^e séance, le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a présenté le rapport correspondant du Comité (A/66/7/Add.14). La Commission était saisie du projet de décision que le Président avait déposé à l'issue de consultations (voir A/C.5/66/L.7, sect. C).
2. Les déclarations et observations faites au cours du débat de la Cinquième Commission sur cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.5/66/SR.23 et 25).

Décision de la Cinquième Commission

3. Ayant examiné l'état des incidences sur le budget-programme présenté par le Secrétaire général (A/C.5/66/12) et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/66/7/Add.14), la Cinquième Commission a décidé d'informer l'Assemblée générale que, si elle adopte le projet de résolution A/66/L.21, des ressources supplémentaires d'un montant brut de 815 800 dollars (montant net : 729 100 dollars) seront nécessaires, ce montant se



répartissant comme suit : 537 000 dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques), 192 100 dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 86 700 dollars au chapitre 37 (Contributions du personnel), ce dernier montant étant contrebalancé par le même montant inscrit au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013. Dans ce cas, la question de l'ouverture des crédits pour l'exercice biennal 2012-2013 sera examinée conformément aux procédures régissant l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve.
